

Diane d'ESTREES • Jean CAZABAN
Yann DUSART



Audit
PAU PAYS DE L'ADOUR

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
& DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

ASSOCIATION AVENIR RURAL EN BERN

4 rue des Pyrénées

64800 BAUDREIX

LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE

NAY - BAUDREIX

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2022

AUDIT PAU PAYS DE L'ADOUR

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

■ PAU : Bâtiment **EOSS** ■ 22, rue Johannes Kepler ■ 64000 PAU ■ Tél. : 05 59 84 89 71 ■ Fax : 05 59 84 89 72 ■

■ NAY : Résidence Les Anthémis ■ 8, chemin de la Montjoie ■ 64800 NAY ■ Tél. : 05 59 72 81 65 ■ Fax : 05 59 84 89 72 ■

■ diane.destrees@eoss.fr ■ jean.cazaban@eoss.fr ■ yann.dusart@eoss.fr ■

■ SARL au capital de 332 500 Euros ■ RCS PAU 451 336 317 ■ SIRET : 451 336 317 00032 ■ TVA INTRACOM : FR 28 451 336 317 ■

**Association AVENIR RURAL EN BEARN
LYCEE TECHNOLOGIQUE PRIVE NAY – BAUDREIX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 Août 2022**

Aux membres adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 18 novembre 2017, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AVENIR RURAL EN BEARN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport et référencés de la page 1/26 à la page 26/26.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portent sur :

- Les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour la facturation aux familles ;
- Les procédures de contrôle interne appliquées pour les ventes au comptant de l'espace horticole.

L'analyse du contrôle interne que nous avons réalisée nous permet d'apprécier la qualité requise du traitement de l'information comptable et de gestion et en particulier concernant les assertions relatives à l'exhaustivité des opérations significatives de l'exercice.

Les procédures de confirmation directe mises en œuvre auprès des tiers contributeurs et de certains fournisseurs nous ont également permis de vérifier le respect des assertions de séparations des exercices, réalité et mesure des produits et des charges correspondantes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres adhérents.

Responsabilités de la direction et des membres du conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Signature
numérique
de JEAN
CAZABAN

Date :
2023.03.15
11:02:31
+01'00'

Fait à Pau, le 14 mars 2023
Pour la SARL Audit Pau Pays de l'Adour
Commissaire aux comptes
Jean CAZABAN
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

Actif			Au 31/08/2022			Au 31/08/2021
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	2 538	2 538		181
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	2 538	2 538		181
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions	2 391 356	730 586	1 660 770	1 766 914
		Inst.techniques, mat.out.industriels	4 048 110	3 560 010	488 099	468 690
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL	6 439 467	4 290 597	2 148 870	2 235 604		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		1		1	1	
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	3 598		3 598	3 582	
	Prêts					
	Autres	3 923		3 923	2 423	
TOTAL	7 521		7 521	6 006		
	Total I	6 449 529	4 293 136	2 156 393	2 241 794	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	60 415	14 078	46 336	24 708
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	475 594		475 594	536 968
		TOTAL	536 009	14 078	521 930	561 677
	Divers	Valeurs mobilières de placement	281 615		281 615	284 871
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	1 111 116		1 111 116	1 066 144
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		28 791		28 791	19 014	
	Total II	1 957 532	14 078	1 943 453	1 931 707	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	8 407 062	4 307 214	4 099 847	4 173 501	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2022	Au 31/08/2021
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	44 845	44 845
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1	1
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	422 177	422 177
	Report à nouveau	1 082 025	1 019 677
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-36 235	62 348
	Situation nette (sous-total)	1 512 815	1 549 050
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	718 971	723 518
	Provisions réglementées		
Total I		2 231 786	2 272 569
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		28 718
Total II			28 718
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 345 592	1 447 318
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	4 325	4 284
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	116 565	73 169
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	66 450	52 955
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19 128	
	Autres dettes	48 576	60 636
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	267 421	233 850
Total IV		1 868 060	1 872 213
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 099 847	4 173 501
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	35 554	15 929
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

		Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois	Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	27 462	27 013
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	556 504	488 672
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 090 396	1 081 396
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 682	42 014
	Utilisations des fonds dédiés	18 138	
	Autres produits	4 149	3 926
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 711 333	1 643 024
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	1 289	637
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	726 682	642 648
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	38 594	27 603
	Salaires et traitements	622 984	566 268
	Charges sociales	154 970	147 598
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	211 654	218 016
	Dotations aux provisions	3 334	18 414
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	68 803	67 360
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 828 314	1 688 549
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-116 981	-45 524

Compte de résultat

		Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois	Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	130	109
	Autres intérêts et produits assimilés	12 292	9 870
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		12 422	9 979
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	15 012	16 812
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		15 012	16 812
2. Résultat financier (III-IV)		-2 589	-6 832
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-119 570	-52 357
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	10 279	47 890
	Sur opérations en capital	85 704	73 492
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	95 983	121 382
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	19	45
	Sur opérations en capital	9 234	4 811
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	9 253	4 856
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		86 730	116 526
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		3 395	1 820
Total des produits (I + III + V)		1 819 740	1 774 386
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 855 975	1 712 038
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-36 235	62 348
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			-823 392
Total			-823 392
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Principes et méthodes comptables

Désignation de l'association :

Lycée Technologique Privé de Nay Baudreix

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2022, dont le total est de 4 099 847 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 41 848 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 septembre 2021 au 31 août 2022. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 3 Mars 2023 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

- Nom et adresse

Lycée Technologique Privé de NAY-BAUDREIX
4 Rue des Pyrénées
64 800 BAUDREIX

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, sont décrits :

- L'objet social de l'entité :

L'Association LTP a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement Catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité d'un établissement sous contrat avec le ministère chargé de l'agriculture, préparant aux métiers de l'agriculture et des professions connexes, de l'alimentation, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, de l'environnement, de la forêt, de l'aquaculture ainsi qu'aux métiers des services en milieu rural. Cet établissement remplit les missions définies à l'article L 813-1 du code rural. Le contrat liant l'association à l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural.

- La description de la nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées par l'association :

- Les moyens d'actions du LTP consistent également dans :

1- La création d'unité de production notamment une exploitation agricole, un centre équestre, une exploitation horticole, des ateliers de production, de transformation et de stockage. Elle peut gérer directement ces activités ou passer convention avec tout organisme concourant même partiellement à celles-ci.

2- Également et en complément, de ses activités de formation, l'association pourra déployer des activités d'accueil, d'hébergement, de restauration, de transport, de mise à disposition des locaux, d'animation et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

3- L'association pourra acquérir ou prendre en location tous les biens fonciers et immobiliers nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

- La description des moyens mis en œuvre :

Pour l'accomplissement de ses missions l'association LTP est dotée de moyens humains, matériels, immobiliers et économiques lui permettant de mener son action, dans le respect des grands équilibres sociaux et économiques associatifs.

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 Août 2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 qui réforme le règlement ANC n°2014-03.

Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par des apports des membres ou des affectations de fondateurs, de personnes physiques, de personnes morales, d'autorités administratives et, au fur et à mesure de la vie de l'entité, par les résultats de l'entité.

Les fonds propres permettent d'assurer la pérennité des activités et le développement de nouveaux projets.

Concours publics & Subventions

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire. Par opposition la subvention est attribuée de façon facultative et fait l'objet d'une décision particulière.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 août 2022 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires applicables en France.

Les personnes morales de droit privé à but non lucratif sont tenues de se référer au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général pour les dispositions non couvertes par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, comme indiqué par l'article 111-2 de ce dernier règlement.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Installations techniques : 2 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 2 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 20 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 4 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Absence d'impacts significatifs de l'épidémie de Covid-19 sur les comptes 2021/2022

Autres éléments significatifs

Dons

Le conseil d'administration a décidé l'octroi d'un don de 18 099 € au profit du Lycée St Joseph.

1 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

1.3 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

1.3.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 539	-	-	-	2 539
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	2 391 357	-	-	-	2 391 357
	Install. Tech., mat., outillage	590 237	11 781	4 882	-	597 136
	Install. générales, ag. Am. divers	3 158 962	112 957	859	-	3 271 060
	Matériel de transport	30 852	-	10 519	-	20 333
	Mat bur., informatique, mobilier	159 581	-	-	-	159 581
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	6 330 989	124 739	16 260	-	6 439 468
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	3 582	16	-	-	3 598
	Prêts et autres immo. financières	2 424	1 500	-	-	3 924
	Total IV	6 006	1 516	-	-	7 522
Total général		6 339 534	126 254	16 260	-	6 449 528

Autres immobilisations corporelles - Divers : 1
Dont biens reçus par legs et donations destinés à être cédés : 1



1.3.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			124 739		
Immobilisations financières			1 515		
TOTAL			126 254		

1.3.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					16 260
Immobilisations financières					
TOTAL					16 260



1.3.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 357	182	-	2 539
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	624 443	106 143	-	730 586
	Install. Tech., mat., outillage	519 059	15 054	4 882	529 231
	Install. générales, ag. Am. divers	2 840 383	74 748	859	2 914 272
	Matériel de transport	30 852	-	10 519	20 333
	Mat bur., informatique, mobilier	80 647	15 527	-	96 175
	Immo. Grevéés de droits	-	-	-	-
	Total III	4 095 384	211 473	16 260	4 290 597
Total général		4 097 741	211 655	16 260	4 293 136



1.3.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		211 655		
TOTAL		211 655		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	211 655		
TOTAL	211 655		

1.3.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			16 260
TOTAL			16 260



1.3.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	2 357	182	-	-	-	2 539
Corporelles	4 095 384	211 473	-	16 260	-	4 290 597
TOTAL	4 097 741	211 655	-	16 260	-	4 293 136

1.3.4 Valeurs mobilières de placement

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement à la clôture de l'exercice s'établit comme suit :

	Nombre	Cours unitaire d'achat	Valeur boursière unitaire	Valeur boursière du portefeuille	Plus-value latente
CREDIT AGRICOLE SA	82,00	14,09	8.731	715.94	

1.4 Actif circulant

1.4.1 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	18 415	3 334	7 670	14 079
Autres	-	-	-	-
TOTAL	18 415	3 334	7 670	14 079



Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat (1)
Clients douteux	18 463	22 533	3 334	7 670	Exploitation

1.4.2 Produits à recevoir

	Montant
Divers remboursements à recevoir	6 308
Divers autres produits à recevoir	43 206
Intérêts courus DAT	460
Subventions à recevoir	402 912
Total	452 886

1.4.3 Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Participation état ART 4 & 44 constatée d'avance	267 421		
Total	267 421		



1.5 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	44 846	-	-	-	44 846
Fonds propres avec droit de reprise	1	-	-	-	1
Ecart de réévaluation	-		-	-	-
Réserves	422 178	-	-	-	422 178
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Report à nouveau	1 019 677	62 348	-	-	1 082 025
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	62 348	- 62 348	-	36 235	- 36 235
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Situation nette	1 549 050	-	-	36 235	1 512 815
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	723 518		69 066	73 613	718 971
Provisions réglementées	-		-	-	-
TOTAL	2 272 568	-	69 066	109 848	2 231 786

Subventions amortissables

	Valeur à l'origine	Amts	Cumul Amts	Valeurs nettes
Investissement Programme 2015	24 680	2 391	17 419	7 261
Investissement Programme 2014	82 180	6 851	61 539	20 641
Investissement Programme 2013	20 607	1 998	18 812	1 795
Investissement Programme 2012	33 000	2 964	32 727	273
Peinture 2008	16 432	244	14 989	1 443
Cours Récréation 2011	104 000	7 625	89 380	14 620
Isolation 2015	3 788	379	2 841	947
Internat - subv 2016 à 2018	658 745	37 002	144 694	514 051
Assainissement - 2019	36 187	3 498	8 474	27 713
Batiment 2021	10 373	725	920	9 453
Equipement 2021	21 209	3 905	3 932	17 277
Equipement 2020	21 446	3 462	8 660	12 786
Serres horticoles 2021	24 215	2 118	2 118	22 357
Subvention équipement 2022	19 894	156	156	19 738
Subvention bâtiment 2022	49 172	296	296	48 876
TOTAL	1 125 928	73 614	406 957	718 971



2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	3 924		3 924
ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	60 415	60 415	
	Autres	475 594	475 594	
Charges constatées d'avance		28 791	28 791	
TOTAL		568 724	564 800	3 924

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	



ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	35 554	35 554		
	à plus d'1 an à l'origine	1 310 039	122 720	481 659	705 660
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		135 693	135 693		
Dettes fiscales et sociales		66 451	66 451		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		48 576	48 576		
Produits constatés d'avance		267 421	267 421		
TOTAL		1 863 734	676 415	481 659	705 660

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	121 350
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

Sur le prêt de 1 100 000 €, souscrit auprès de la banque Crédit Agricole, une hypothèque conventionnelle a été prise par le prêteur sur le droit au bail à construction sis à BAUDREIX, Rue de l'Eglise, et portant sur l'Internat. Le montant de la garantie est de la totalité du prêt soit 1 100 000 € et pour une durée de 288 mois (soit 24 ans).



Emprunts

Mouvements sur le capital au 31/08/2022

	Capital emprunté	Solde au 31/08/2022	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	20 740	8 467	12 273	
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	36 438	7 024	29 414	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	80 930	7 799	31 840	41 291
Construction internat	104 930	78 387	6 794	27 828	43 766
Construction internat	400 000	211 506	40 114	164 402	6 989
Construction internat	1 100 000	882 037	52 521	215 902	613 614
TOTAL	1 886 093	1 310 038	122 719	481 658	705 660

Mouvements sur les intérêts au 31/08/2022

	Capital emprunté	Rembst Exercice	Restant à moins d'un an	Restant de 1 à 5 ans	Restant à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	477	319	267	
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	797	670	1 365	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	747	664	2 348	683
Construction internat	104 930	809	745	2 743	1 051
Construction internat	400 000	2 261	1 874	3 556	8
Construction internat	1 100 000	9 921	9 352	38 004	29 650
TOTAL	1 886 093	15 012	13 624	48 283	31 392

Total des annuités au 31/08/2022

	Capital emprunté	Rembst exercice	Rembst à moins d'un an	Rembst de 1 à 5 ans	Rembst à plus de 5 ans
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	80 000	8 786	8 786	12 540	
Cuisine pédagogique + toiture + mise en sécurit	82 180	7 694	7 694	30 779	
Internat Baudreix + Mise aux normes élec.	118 983	8 482	8 463	34 188	41 974
Construction internat	104 930	7 539	7 539	30 570	44 817
Construction internat	400 000	41 988	41 988	167 958	6 997
Construction internat	1 100 000	61 873	61 873	253 906	643 264
TOTAL	1 886 093	136 362	136 343	529 941	737 052



2.2 Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	882 037	882 037	2 194 479
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	882 037	882 037	2 194 479

2.3 Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	36 774
Personnel – Charges à payer	6 065
Organismes sociaux charges à payer	1 475
Charges à payer	18 099
Total	62 413



Compte de résultat

2.3.1 Population scolaire

	2021/2022	2020/2021
Nombres d'élèves		
Lycée professionnel	250	227
Total Etablissement	250	227
Pensionnaires	140	132
Demi-pensionnaires	101	90
Externes	9	5

2.3.2 Tarifs annuels

2.3.1.1 Participation des familles

	2021/2022	2020/2021
Contribution des familles		
Lycée professionnel	51	50

	2021/2022	2020/2021
Demi-pension		
Lycée professionnel	129	128

	2021/2022	2020/2021
Pension		
Lycée professionnel	251	250



2.3.1.2 Participation de l'Etat et des collectivités

	2021/2022	2020/2021
Collectivités		
Lycée professionnel	932 267	864 264

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 393 €

2.3.1.3 Participation de l'Etat et des collectivités publiques

Subventions de fonctionnement

	2021/2022
PARTICIPATION DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES PUBLIQUES	
AUTRES PARTICIPATIONS	
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR AUTRES ACTIVITES	
74280100 - SUBVENTIONS ELEVES HANDICAPES	114 231
74280200 - SUBVENTIONS VISITES MEDIC. ELEVES	1 500
74282000 - SUBV AQUITAINE UFA APPRENTIS	2 313
74880000 - SUBV EXPL TAXE APPRENT HORS Q	27 596
74880002 - REGION SUBV INT S/ 82 180 €	797
74880003 - REGION SUBV INT S/ 118 983 €	790
74880004 - REGION SUBV INT S/ 104 930€	809
	148 036

Suivi des subventions affectées

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C	
Subvention Erasmus	113 205	28 719	28 719		0
Total	113 205	28 719	28 719		0

Le programme Erasmus 2018- 2021 a été liquidé dans l'année. A cet effet, il a été constaté une reprise sur fonds dédiés de 18 138 €.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		922 267	10 000			932 267
Subventions d'exploitation			152 724		5 405	158 129
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			73 614			73 614
						1 164 010

2.3.3 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (= libre)		
Part du résultat		12 423
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)	48 658	
Part du résultat		
Résultat de l'exercice	- 36 235	



2.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	2021/2022	2020/2021	2019/2020
Effectifs exprimés en équivalent temps plein			
AEVS	2,98	3,14	3,70
AGENT TECHNIQUE	1,00	1,00	0,48
EDUCATEUR	1,00	1,02	1,02
AVSI	2,91	2,48	2,35
Personnel Vie Scolaire	7,88	7,62	7,55
CUISINE	1,91	1,70	2,31
AGENT DE SERVICES	1,93	2,70	2,61
PAT	0,69	0,69	0,69
AGENT TECHNIQUE	0,25	0,73	0,70
Personnel de services	4,79	5,82	6,31
SECRETARIAT/COMPTABILITE	2,53	2,38	1,45
DIRECTION	2,00	2,00	2,00
Administration	4,53	4,38	3,45
PSYCHOLOGUE		0,11	0,11
Psychologue	0,11	0,11	0,11
Personnel non enseignant (a)	17,31	17,93	17,42
Secondaire	3,95	2,33	2,60
Professeurs hors contrat (b)	3,95	2,33	2,60
Personnel enseignant (b) + (c)	3,95	2,33	2,60
TOTAL GENERAL	21,26	20,26	19,75
dont Personnel à la charge de l'OGEC (a) + (b)	21,26	20,26	19,75



3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

3.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Autres engagement reçus		
Remboursement d'emprunt par le Conseil Régional (Capital + Intérêts)		197 755
TOTAL		197 755

3.2 Valorisation d'un équivalent-loyer

Afin d'assurer un meilleur entretien des biens et par conséquent une plus grande pérennité du patrimoine, le CNEAP a préconisé il y a quelques années de distinguer comptablement la gestion scolaire (concernant l'ensemble de l'activité sous contrat, mais également la formation continue et l'apprentissage) et la gestion patrimoniale (concernant la vie associative, et notamment la gestion des immeubles).

L'établissement scolaire est alors "fictivement" locataire de l'association responsable de la gestion (gestion patrimoniale) pour que cette dernière dispose régulièrement de ressources suffisantes pour entretenir son patrimoine.

Cette méthode permet d'évaluer un coût réel d'occupation des locaux scolaires sur la base des mètres carrés scolaires utilisés.

Les ressources de la gestion patrimoniale sont donc principalement constituées par un loyer qui apparaît alors comme une charge de la gestion scolaire.

Toutefois, le respect du droit comptable ne permet de faire figurer en compte 613 un loyer qui n'est pas réellement encaissable.

Cette comptabilisation qui corrige le résultat de chaque gestion ne peut être présentée qu'au niveau analytique. Le calcul du loyer ainsi estimé doit obligatoirement figurer dans l'annexe des comptes annuels.

L'une des 2 conditions du prêt à usage n'étant pas remplie, l'équivalent loyer n'a pas été calculé.

3.3 Contributions volontaires

La valorisation des contributions volontaires n'a pu être effectuée au titre de cet exercice 2021/2022, compte tenu du fait que l'établissement n'a pas mis en place de suivi des temps consacrés par les bénévoles pour l'association.

3.4 Fonds dédiés

Le LTP a signé le 20/03/2018 une convention de subvention pour un projet de partenariat multi-bénéficiaires au titre du programme ERASMUS. La durée de cette convention est de 36 mois et se déroule du 01/09/2018 au 31/08/2021. La subvention maximale accordée pour ce projet est de 283 014 €. Elle sera répartie entre les différents établissements ayant signé la convention en fonction de leur quote-part attribuée et de leurs coûts engagés.

Un préfinancement a été versé le 31/08/2018 au LTP à hauteur de 113 205.60 € (soit 40% du montant maximal de la subvention) et un deuxième a été versé le 11/03/2020 au LTP à hauteur de 113 205.60 € (soit 40% du montant maximal de la subvention). Le solde de cette subvention sera définitivement octroyé sous réserve du respect de la convention. En cas de non-respect des engagements le LTP devra reverser tout ou partie de ces fonds.

Au 31/08/2020, le solde est de 28 718.40 € après avoir reversé la quote-part aux bénéficiaires du programme et comptabilisé en subvention un montant de 17 446 € sur cet exercice.

Au 31/08/2021 compte tenu du contexte lié à la Crise Covid, il n'y a pas eu d'échanges sur 2021 et le fond Erasmus est toujours de 28 718.40 €

Sur l'exercice 21/22, le programme Erasmus 18-21 a été liquidé dans l'année. Il a été constaté une reprise sur fonds dédiés de 18 138.37 €.

Au 31/08/2022, il n'y a plus de fonds dédiés Erasmus au passif du bilan.